

AUDITION DE CHAKIB KHELIL PAR LA JUSTICE

Vers une saisine de la Cour suprême

Les propos tenus il y a quelques jours par le premier magistrat du pays au sujet du scandale de «Sonatrach 2» augurent-ils d'un nouveau rebondissement dans la gestion judiciaire de cette affaire ? Dans les milieux de la justice, on n'écarte pas une éventuelle saisine de la Cour suprême, conformément à l'article 573 (loi n° 90-24 du 18 août 1990) du code de procédure pénale.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Si l'information venait à se confirmer officiellement, l'affaire du scandale «Sonatrach 2» prendrait une autre dimension.

En effet, des sources proches du dossier n'écartent pas l'hypothèse de voir le procureur de la République relevant du pôle judiciaire spécialisé du Centre en charge de cette affaire saisir le procureur général près la Cour suprême.

Cette saisine, ajoute notre source, se fera conformément à l'article 573 du code de procédure pénale, portant crimes et délits commis par des membres du gouvernement, des magistrats et certains fonctionnaires. Ainsi, l'article stipule que «lorsqu'un membre du gouvernement, un magistrat de la Cour suprême, un wali, un président de cour ou un procureur général près une cour, est susceptible d'être inculpé d'un crime ou d'un délit commis dans l'exercice ou par l'exercice de ses fonctions, le procureur de la République saisi de l'affaire, transmet le dossier, par voie hiérarchique, au procureur général près la Cour suprême qui désigne un membre de la Cour suprême aux fins de procéder à une information». Dans le cas échéant, la personne concer-

née éventuellement par cette disposition ne peut être que l'ex-ministre de l'Energie, M. Chakib Khelil.

Pour rappel, le procureur général près la cour d'Alger avait rendu public, il y a moins d'un mois, un communiqué dans le quel il faisait état «d'informations révélées par certains quotidiens nationaux et étrangers quant à l'implication de personnalités algériennes dans des faits à caractère pénal et plus précisément de corruption, et ce, lors de l'exercice de leurs fonctions au sein des institutions de l'Etat».

La même source ajoute, par ailleurs, que «les faits ainsi révélés sont en relation avec l'information judiciaire déjà ouverte auprès du pôle pénal spécialisé de Sidi M'hamed dans le cadre de l'affaire dite Sonatrach 2».

«Le parquet de la République près cette même juridiction a, en date d'aujourd'hui 10 février 2013, par le biais de réquisitions suppléatives, requis le juge d'instruction en charge du dossier l'élargissement du champ des investigations à ces faits nouveaux rapportés par les différents organes de presse», peut-on lire dans le communiqué.

A ce propos, des observateurs, voire des juristes estiment que



Photo : Samir Sid

même «si le nom de l'ancien ministre de l'Energie ne figure pas dans ce communiqué, il est évident, de par son ancien statut, qu'il est l'unique personnalité algérienne ayant exercé des fonctions au sein des institutions de l'Etat, a avoir été citée par la presse italienne et algérienne depuis la médiatisation de l'affaire Saipem».

Cela étant, dans le cas où cette information venait à se confirmer, il est important de noter que l'article 573 du code de procédure pénale stipule également que «dans tous les cas visés au présent article, le magistrat ainsi désigné pour instruire, procède dans les formes et conditions prévues

par le code de procédure pénale, pour l'instruction préparatoire des infractions, sous réserve des dispositions de l'article 574 ci-dessous». Ce dernier, soit l'article 574 (loi n° 85-02 du 26 janvier 1985) suppose que «les attributions de la chambre d'accusation sont dévolues à une formation de la Cour suprême, dont la composition est fixée conformément à l'article 176 du présent code, les attributions du ministère public sont exercées par le procureur général près la Cour suprême».

«Lorsque l'instruction est terminée, le magistrat instructeur rend, suivant le cas, une ordonnance de non-lieu ou transmet le dossier dans les conditions ci-

après, soit dans le cas d'un délit, l'inculpé est renvoyé devant la juridiction compétente, à l'exception de celles dans le ressort de laquelle l'inculpé exerçait ses missions et dans le cas d'un crime, le dossier est transmis au procureur général près la Cour suprême, lequel saisit la formation de la Cour suprême visée à l'alinéa premier, pour la finalisation de l'information. Cette dernière peut soit rendre un arrêt de non-lieu, soit renvoyer l'inculpé devant la juridiction compétente, à l'exception de celle dans le ressort de laquelle l'inculpé exerçait ses missions», ajoute la même disposition.

A. B.

EXPLOITATION DE L'OR

Gros contrats pour microentreprises

Cancor, une petite société canadienne qui a obtenu, du temps de Chakib Khelil, une licence d'exploitation des mines d'or de Tirek, est montée hier au créneau pour annoncer la suspension de ses activités en raison de la situation sécuritaire dans le Sahel.

«En raison des circonstances exceptionnelles actuelles dans le Sahel, et en particulier dans le nord du Mali, Mines Cancor Inc a été contrainte de suspendre temporairement les travaux sur tous projets liés à ses licences dans la région du Hoggar Algérie», a-t-on souligné dans le communiqué publié hier. Mais, selon les experts proches de ce dossier, cette décision est motivée surtout par le manque de ressources financières pour la société Cancor qui n'arrive pas à lever les fonds nécessaires au développement de ses quatre mines algériennes. D'autres spéculations vont dans le sens de l'enquête ouverte par la justice canadienne sur les pots-de-vin versés par les sociétés de ce pays pour bénéficier de largesses dans les affaires en Algérie.

Bradage organisé des mines d'or

Avant son arrivée en Algérie, la société Cancor n'avait jamais exploité le moindre centimètre de mines en dehors du Canada. Par ailleurs, ses capacités d'investissement sont très modestes. Mais, dès qu'elle a décidé d'investir en Algérie, Chakib Khelil lui a permis d'acquérir coup sur coup quatre mines d'or situées dans la région de Tamanrasset. Le permis le plus important est sans doute celui de Tirek Nord, situé à



Photo : DR.

Les permis d'exploitation des mines d'or ont été accordés pour des miettes.

320 km au sud-ouest de Tamanrasset, qui s'étale sur une superficie de 15 499 ha. La société gère également deux permis à Tan Chaffao, à quelque 220 km au nord-ouest de Tamanrasset et une autre exploitation à In Ouzzal, au sud de la wilaya.

Ces permis d'exploitation des mines d'or ont été accordés pour des miettes. L'une des concessions a été bradée pour seulement 50 mille dollars ! En outre, Cancor est entrée seule dans ces investissements. La Sonatrach devait prendre 49 % dans ces exploitations dès la fin de la phase exploration.

Cela aurait donné ensuite à Cancor le droit d'accéder aux ressources financières des banques algériennes et bénéficier de

crédits conséquents. Seulement, Chakib Khelil a été ébranlé en 2009 par les affaires Saipem et celles de l'australienne GMA qui exploitait la mine d'or d'Amesmessah et ne pouvait donc achever ce qu'il avait prévu pour Cancor. Il a ensuite quitté le gouvernement sans pour autant achever la petite combine qui consistait à acquérir pour la Sonatrach, 49% de participations.

Le nief des places boursières

En l'absence de partenariat avec des entités publiques en Algérie, Cancor a été incapable de trouver les bons financements à ses investissements en Algérie.

Le 7 octobre 2011, Cancor annonçait son intention de lever jusqu'à 5 millions de

dollars par voie d'un placement privé d'actions ordinaires sans courtier. Selon cette société, le produit de l'offre serait utilisé pour renflouer le fonds de roulement et pour financer des travaux d'exploration sur les propriétés de la compagnie en Algérie. Mais, à la fin de l'opération, deux semaines plus tard, Cancor n'a pu récolter que 3 millions de dollars, placés par Michel Chartron, un résident du Royaume-Uni.

Ces sommes n'étant pas suffisantes pour aborder l'exploitation des quatre mines, Cancor se prévaut chaque fois de la situation sécuritaire pour justifier les retards qu'elle cumule depuis des années. En 2011, l'arrêt des activités était justifié par la situation en Libye alors qu'en 2013, on parle de la guerre au Mali.

Comme pour le cas des australiennes GMA et Terramin, le ministère de l'Energie et des Mines n'a pris aucune mesure pour presser Cancor de poursuivre ses activités ou d'annuler carrément les permis d'exploration. Bien au contraire, on semble très compréhensif à l'égard de cette petite société. Dans son communiqué publié hier, Cancor a déclaré son «intention de redéployer ses activités à une date ultérieure et elle a réitéré aux autorités son intention de respecter ses engagements en réalisant une campagne de forages dans le permis de Nord Tirek». Autrement dit, Cancor a reçu les assurances de conserver ses permis et de les prolonger autant qu'elle le désire et surtout le droit de reprendre les activités à la date qu'elle choisira, sans aucune pression.

Fodil Bettahar